

DANIEL CROZES  
LENDEMAINS  
DE LIBÉRATION

ROMAN



ROUERGUE

## Présentation

Il attendait ces retrouvailles depuis si longtemps. Cela faisait deux ans et demi qu'il n'avait pas vu les siens, après sa réquisition en 1943 pour le Service du travail obligatoire (STO) et son départ pour une usine d'armement, en Autriche.

Sans nouvelles de lui depuis un an, sa famille craignait qu'il n'ait disparu. Le voilà enfin, affaibli mais vivant, si soulagé de retrouver ses proches après cette guerre terrible. Si heureux de revoir enfin sa fiancée, Justine.

Mais lorsque Justine apparaît, c'est au bras de son frère. Les promesses de mariage, faites lors de son départ, ont été oubliées. C'est une double trahison. De plus, tous ceux qui comme lui sont partis au sto sont mal vus. Dans son bourg natal, les déchirures de la guerre sont encore à vif.

Comment reprendre pied ? C'est auprès d'un oncle maternel, qui l'accueille dans son auberge à la campagne, qu'il va retrouver foi en l'avenir. C'est avec lui qu'il va découvrir ce qu'il s'est passé dans le bourg durant les années de guerre, les dénonciations et les rancœurs, le courage des vrais résistants, les collaborateurs notoires, le marché noir, l'épuration sauvage... et à qui il doit d'avoir été désigné pour le sto.

Dans *Lendemains de Libération*, Daniel Crozes traite avec courage un sujet historique peu abordé. Il s'est inspiré de nombreux témoignages pour construire son personnage, et réussit à refaire vivre l'atmosphère si troublée de la Libération dans un village du sud de la France.

Historien et romancier, Daniel Crozes est l'auteur de près de cinquante ouvrages, tous publiés aux Éditions du Rouergue. Son dernier roman, *Un été d'herbes sèches*, a reçu le prix Arverne en 2016.



DANIEL CROZES

LENDEMAINS  
DE LIBERATION

ROMAN

L'estive au  
**ROUERGUE**

À la mémoire de mon père (1921-2013),  
envoyé dans les usines du Grand Reich  
par Pétain et Laval de 1943 à 1945,  
pour le Service du travail obligatoire (STO).

Nous traversons le Vallon, ses champs et ses prairies encastrés au milieu des plaines, ses terres cuivrées, ses hautes collines aux vignes cultivées en terrasses. Le temps était à l'orage depuis notre départ de Capdenac, le soleil déjà voilé et les nuages de plus en plus noirs. La température était étouffante dans le compartiment malgré les vitres largement baissées par lesquelles nous parvenions de temps à autre des odeurs entremêlées de soufre et d'herbes sèches. La locomotive franchissait lentement le pont de Valady. Elle paraissait fatiguée et essoufflée comme si les années de guerre l'avaient exténuée, en l'obligeant à prolonger son service. Pourtant, le chauffeur semblait s'activer autour du foyer puisque les rafales de vent nous renvoyaient à intervalles réguliers une épaisse fumée noire, mais il n'empêchait nullement la machine de musarder, notamment dans les rampes. Son indolence finissait par agacer. Le voyage était d'autant plus long qu'elle s'arrêtait dans chaque station et éprouvait ensuite quelques difficultés à reprendre son chemin. Je retournais

dans ma famille après deux années et demie d'absence. Mais la machine s'en moquait ! À cette vitesse, nous n'atteindrions certainement pas Rodez avant 19 heures : il n'y aurait plus d'autobus pour Beausoleil. Quoiqu'amaigri, diminué par des semaines d'errance à travers l'Europe centrale, j'attendais ces retrouvailles avec autant d'excitation et de fébrilité que le retour du printemps après un hiver interminable et rigoureux. J'étais arrivé à Paris quatre jours plus tôt en compagnie de camarades avec lesquels j'avais travaillé depuis le printemps 1943 dans une fabrique de munitions installée dans les faubourgs de Vienne, en Autriche. Depuis la gare du Nord, on nous avait dirigés vers la gare d'Orsay où étaient rassemblés les rapatriés acheminés en France par le train. Je me souviens encore d'une foule grouillante, d'un brouhaha assourdissant, d'une chaleur suffocante, de puissantes odeurs de transpiration et de corps sales. Jusqu'alors, nous n'avions jamais rencontré de déportés. Quel choc ! Des hommes et des femmes aux visages émaciés, aux orbites creusées et aux regards vides, habillés le plus souvent de vêtements rayés, marchant à petits pas, s'appuyant sur des béquilles ou une canne, laissant échapper des gémissements, marmonnant des paroles incompréhensibles. Certains d'entre nous avaient frissonné d'horreur en les découvrant, avant d'essuyer une larme. Même si nous avions souffert de la faim et du froid, supporté en silence les brimades des contremaîtres de la fabrique et affronté les violences des gardiens dans les quartiers disciplinaires où nous avons parfois échoué, nous n'avions pas connu l'enfer comme ces rescapés des camps d'extermination, qui en revenaient comme par miracle. Affaiblis ou malades, attaqués par les poux et la gale, nous n'avions pas à nous plaindre...

Trois guichets avaient été dressés dans le hall : le premier était réservé aux déportés et aux internés ; le deuxième aux prisonniers de guerre ; le troisième aux travailleurs de force que Pétain et Laval avaient expédiés en 1943 et 1944 dans les usines du Grand Reich pour le Service du travail obligatoire ou STO. J'appartenais à cette dernière catégorie. Nous avons rejoint la gare d'Orsay en milieu de matinée. Nous n'avions rien mangé depuis la veille. Des bénévoles de la Croix-Rouge nous distribuèrent alors de la chicorée dans des quarts bosselés et des parts de gâteau avant que des employés du ministère des Prisonniers, Déportés et Réfugiés nous interrogent et nous enregistrent. Une majorité d'entre nous n'avait plus de papiers d'identité, très peu d'objets personnels. À l'occasion de mon séjour dans un quartier disciplinaire, un gardien m'avait confisqué – plutôt, arraché des mains – la montre que mes parents m'avaient achetée après ma réussite au certificat d'études en juillet 1934 et que j'étais parvenu jusqu'alors à soustraire à la convoitise de ses collègues ou de camarades de chambrée peu scrupuleux qui dérobaient tous les objets qu'ils pouvaient dénicher dans les valises pour les revendre. Ces employés du ministère nous posèrent quelques questions pour reconstituer notre « parcours » de travailleurs de force à travers le Grand Reich depuis notre départ de France jusqu'à notre libération et à notre retour à Paris. Nous y répondîmes avec plus ou moins de précisions. Ma mémoire flanchait souvent. Je ne me rappelais plus, par exemple, si les soldats de l'Armée rouge nous avaient délivrés le 13 ou le 15 avril. Depuis le bureau voisin, l'un de mes camarades vola à mon secours. Sans la solidarité et l'esprit de groupe qui nous animaient et nous soutenaient, nous aurions perdu la notion du temps. Dans ma chambrée, un camarade

était chargé d'inscrire chaque matin le jour et la date sur les feuilles d'un carnet dont il ne se séparait jamais ; il y consignait, par ailleurs, quelques informations sur le quotidien du camp. L'entretien terminé, l'un des fonctionnaires nous délivra des cartes d'identité. Nous n'étions plus un simple numéro matricule comme à Vienne et dans les camps de l'Armée rouge. Nous étions redevenus des citoyens français mais, surtout, des hommes ; nous avons retrouvé notre dignité. Les yeux remplis de larmes, j'étais incapable de remercier ce jeune employé qui nous réintégra dans la Nation par une signature, contribuant à nous réconcilier avec la France et avec notre patrie. Submergé par l'émotion, je contemplai fièrement mes papiers entre mes mains tremblantes.

Des autobus nous transportèrent ensuite dans un lycée. Nous étions le jeudi 23 août 1945. Les élèves étaient en vacances depuis la mi-juillet et les bâtiments étaient devenus, depuis, un centre d'accueil pour les rapatriés. Des bénévoles – jeunes femmes et retraités repérables à leur brassard – s'occupaient des groupes à leur arrivée. Ils nous emmenaient, en premier, dans les salles de classe du rez-de-chaussée transformées en magasins de fournitures avec des quantités de chemises, de sous-vêtements, de pantalons, de vestes et de chaussures. Ils nous attribuaient des vêtements convenables, à défaut d'être neufs, et parfois défraîchis, mais propres, pour remplacer nos guenilles élimées, trouées, sales qui avaient déjà affronté l'épreuve de l'étuve lorsque les soldats de l'Armée rouge nous avaient conduits chez les Américains, dans la banlieue de Berlin, la première semaine d'août. Ils nous escortaient ensuite jusqu'au troisième où avaient été aménagés les sanitaires du pensionnat. Les Américains nous avaient

soumis à la douche et au DDT mais ils n'étaient pas parvenus à éliminer toute la vermine et les poux qui nous avaient envahis. Après la douche, les coiffeurs se chargèrent de couper nos cheveux très courts tandis que les barbiers manièrent les rasoirs pour supprimer les moustaches et les barbes encombrantes tellement elles étaient devenues broussailleuses. Habillés, chaussés, rasés de frais, nous étions des hommes « neufs ». J'avais l'impression de renaître. Une bouffée de bonheur m'envahit alors en songeant que mes parents, mon frère Mathias et ma voisine Justine, que je considérais comme ma fiancée, pourraient m'embrasser sans crainte lors de mon arrivée à Beausoleil. Puis nous nous présentâmes devant des médecins et des infirmiers. J'étais très fatigué ; je souffrais de maux d'estomac ; je toussais à me déchirer la gorge ; je flottais dans mes vêtements tellement j'étais maigre. Un médecin m'avait examiné dans le camp américain de Berlin avant de délivrer l'autorisation de départ pour la France. J'ignorais son diagnostic, ne comprenant pas l'américain et ne bénéficiant pas de la présence d'un interprète. Je m'inquiétais à la longue de constater que ma toux persistait depuis des semaines et qu'elle provoquait des douleurs aiguës dans la poitrine. Surtout, je redoutais d'avoir contracté la tuberculose. C'était, avec la pleurésie, une maladie répandue chez les rapatriés qui avaient supporté des conditions d'hygiène déplorables. Un médecin aux cheveux blancs m'ausculta longuement avant de conclure que je souffrais sûrement d'une bronchite chronique mais que seuls des examens pourraient le confirmer avec certitude. Comme les hôpitaux parisiens étaient débordés, il me conseilla de m'adresser à l'hôpital de Rodez après mon retour à Beausoleil. Je n'étais qu'à moitié rassuré. Certains matins, j'avais craché du

sang... Ce même médecin attribua mes maux d'estomac à la mauvaise nourriture qu'on nous avait distribuée à Vienne et à l'angoisse quotidienne qui devait me tenailler. Il m'expliqua que tout s'arrangerait dès que je retrouverais ma famille, ma maison et mes repères familiers. Je l'espérais, mais je n'en étais guère convaincu. Comment reprendre des forces lorsqu'on éprouve des difficultés à s'alimenter ? Avant mon départ pour le STO, je pesais 78 kilos pour 1,75 mètre. J'avais perdu vingt-huit kilos en deux ans et demi. Je me demandais si mes proches me reconnaîtraient : j'étais devenu un autre homme physiquement et mentalement, marqué à jamais par ce que j'avais découvert, observé, entendu et affronté aussi bien en Autriche avec les Allemands qu'en URSS avec les soldats russes. Je redoutais ces retrouvailles auxquelles je m'étais pourtant préparé. Certes, je les attendais avec impatience depuis si longtemps, mais je pressentais que j'aurais peut-être quelques difficultés à retrouver ma place. Car la France avait été libérée, mais sans nous, les travailleurs du STO.

À l'heure du dîner, nous nous retrouvâmes une centaine dans le réfectoire. C'était notre premier repas en France. Il était décevant et les cuisiniers s'en excusèrent. À notre arrivée, nous avons imaginé retrouver l'opulence qui prévalait dans la France des années d'avant-guerre. La capitale n'avait-elle pas été libérée depuis août 1944 ? À l'évidence, les rationnements et les restrictions persistaient. Des chansons ponctuèrent la soirée, dans cette ambiance de fraternité et de camaraderie grâce à laquelle nous avons supporté les épreuves. Certains s'incrustèrent jusqu'à une heure avancée. Une surprise nous attendait dans les dortoirs : une couverture militaire et des draps blancs composaient le matériel de couchage. C'était inespéré. Dans les

baraques du camp, nous dormions tout habillés sur des paillasses bourrées de feuilles de maïs séchées et infestées de punaises. Chez les Russes, nous avons occupé des wagons à bestiaux désaffectés dont le plancher était recouvert d'une couche de paille, renouvelée à intervalles très irréguliers. Chez les Américains, à Berlin, nous avons campé sous de grandes tentes comme dans l'Aigoual, à l'automne 1940, quand j'avais effectué ma période de chantier de jeunesse, mais le nombre de lits pliants était insuffisant et le fourrier nous avait distribué des couvertures pour que nous puissions nous allonger sur l'herbe. Des draps blancs ? Quel luxe ! Pour autant, je ne réussis pas à trouver le sommeil. Des hommes ronflaient, déparlaient, s'agitaient, hurlaient parfois et réveillaient leurs voisins qui grognaient. Après le petit déjeuner, on nous donna quartier libre pour la journée. Encore fatigué, je décidai de ne pas accompagner mes camarades à travers les quartiers de la capitale, et de me reposer. Je me contentai d'envoyer un télégramme à mes parents pour les informer de mon arrivée le lendemain et j'imaginai, par avance, l'immense soulagement qu'ils éprouveraient en le recevant. Ils devaient attendre des nouvelles avec inquiétude, en se demandant si j'étais toujours vivant. Les premiers rapatriés étaient rentrés au début de l'été. Depuis la gare de Paris-Austerlitz, l'express de 19 heures me permettrait de rejoindre Rodez dans le courant de la matinée. Avant la guerre, il effectuait les 635 kilomètres du parcours en quinze heures. Les machines de 1945 étaient-elles aussi vaillantes ? Je l'espérais ! L'après-midi, un autobus me conduirait ensuite jusqu'à Beausoleil. Je reverrais toute la famille, mais aussi, et surtout, Justine dont je n'avais plus de nouvelles depuis un an et demi. Sa dernière lettre m'était parvenue en février 1944 avant que s'instaure entre

nous un grand silence qui ne m'avait pas inquiété outre mesure même si je l'avais vivement regretté. Mes camarades de chambrée subissaient les mêmes désagréments. Le courrier circulait irrégulièrement entre la France et l'Autriche. Il m'arrivait de recevoir deux lettres de mes parents ou de Justine dans la même semaine et d'attendre ensuite la suivante pendant plus d'un mois. Certaines d'entre elles s'égarèrent sans explications ; d'autres lambinaient à dessein dans les bureaux du service de la censure ou même les centres postaux avant d'être distribuées deux à trois mois après leur départ. J'avais supposé que Justine avait continué à m'envoyer des lettres après février 1944, mais qu'elles s'étaient sûrement perdues. À ma demande, ma mère m'avait transmis de ses nouvelles du printemps jusqu'à la dernière semaine d'août 1944 avant que la libération progressive de la France amène les Allemands à nous isoler de nos proches en nous privant de lettres et de colis. Même si elle était demeurée sans réponse, j'avais poursuivi fidèlement ma correspondance avec Justine qui constituait, depuis mon départ de Beausoleil, comme la lumière d'un phare dans la nuit ou une bouée dans la tempête. Je m'y étais accroché pour résister aux moments d'abatement ou de désespoir qui m'avaient assailli à l'occasion de mon premier Noël en Autriche, puis à chaque jour de fête et d'anniversaire ou de certains dimanches quand la pluie, la neige et le froid nous confinaient dans les baraques, ou la maladie, la fièvre, le rhume et la toux nous retenaient à l'infirmerie du camp. Dans ces moments-là, la relecture de ses lettres m'avait apporté du réconfort. Je chuchotais alors des phrases entières, surtout les plus tendres qui accéléraient les battements de mon cœur et chassaient la mélancolie. Le portrait de Justine ne me quittait jamais. Son visage rayonnant, ses fossettes, ses cheveux châtons

qu'elle coiffait mi-longs, ses yeux bleu-vert et pétillants, la manière dont elle m'embrassait, ses lèvres carmin, sa bouche rieuse... Tout était imprimé dans ma mémoire.

Dès la première nuit à Paris, les questions s'étaient enchaînées à propos de notre avenir. Avant mon départ, nous étions convenus de nous fiancer dès que j'aurais ma première permission. En 1943, les représentants du gouvernement de Vichy nous avaient assuré que nous bénéficierions de permissions si notre comportement était exemplaire. Ils nous avaient instamment demandé d'être « coopératifs » avec les Allemands. Nous n'avions pas été obéissants ni souples puisque certains d'entre nous avaient même été condamnés à une peine de camp disciplinaire, et aucune permission ne nous avait été accordée. Nos fiançailles n'avaient pu être célébrées comme nous l'avions espéré, mais j'imaginai qu'elles pourraient l'être dans quelques semaines dès que je serais rétabli. Même si elles n'avaient plus de mes nouvelles et ignoraient quand je rentrerais, je supposais que nos familles en avaient débattu depuis la Libération ; elles étaient habituées à se recevoir depuis des années. Je connaissais Justine depuis mon enfance. Nous n'avions qu'une année de différence ; nous habitions le même quartier ; nous étions quasiment voisins. Les parents de Justine tenaient une boucherie à quelques dizaines de mètres de la quincaillerie de notre famille. Il n'y avait eu avec Justine que des relations de camaraderie pendant notre adolescence. Appelé par l'armée en mars 1940 pour effectuer mon service militaire et participer à la campagne de France en juin 1940, retourné dans les casernes de mon régiment à Nîmes après l'armistice, j'avais été démobilisé le 31 août 1940 pour être envoyé dès le lendemain dans les Cévennes pour y accomplir une période de huit mois dans les chantiers de jeunesse

institués par le régime de Vichy. Quand j'étais revenu dans ma famille au printemps 1941, j'avais remarqué que Justine était devenue une femme. Elle avait 20 ans ; j'en avais 21. Nos relations s'étaient distendues les années précédentes. À l'âge de 17 ans, j'avais été engagé dans une grande quincaillerie de Rodez où mes parents avaient souhaité que j'apprenne le métier pour prendre leur succession avec mon frère Mathias. J'y avais été employé jusqu'au printemps 1940.

Nous nous étions donc retrouvés à l'occasion d'un déjeuner que nos deux familles continuaient à organiser le dimanche malgré les restrictions et qui tranchait avec la monotonie de l'ordinaire grâce à la débrouillardise des parents de Justine, des champions du troc. Bientôt, j'avais proposé à la jeune femme des promenades le dimanche après-midi, sur les chemins forestiers qui s'étendaient à proximité de la bourgade. Elle avait accepté avec un enthousiasme et un empressement qui ne m'avaient pas échappé. Depuis 1940, les possibilités de distractions étaient restreintes : les bals publics étaient interdits. Seules étaient autorisées les séances récréatives au bénéfice des prisonniers de guerre. Certes, quelques granges isolées dans des hameaux, ou des arrière-salles de cafés, accueillaienent des bals clandestins mais je ne disposais pas alors de véhicule pour y emmener Justine. Emprunter la voiture familiale ? Il n'en était pas question. Mon père en était jaloux, la remisait dans le garage toujours fermé à clé et ne la confiait jamais à personne. Par ailleurs, il était tellement strict qu'il m'aurait interdit de gaspiller les réserves d'essence de la famille et d'enfreindre les lois de Vichy en fréquentant les bals clandestins. Nous nous étions accommodés de la situation, heureux de nous rencontrer ainsi chaque dimanche ou quasiment. Nos relations avaient peu

à peu évolué. L'amitié s'était bientôt effacée devant une affection réciproque puis des sentiments plus profonds. À l'automne 1942, nous avons évoqué le mariage, à plusieurs reprises. Nous n'étions pas pressés de passer à la mairie et à l'église. Il ne s'écoulait pas une journée sans que je rejoigne sa maison pour l'embrasser après le repas de midi ou sans qu'elle se précipite chez nous après la fermeture de la boucherie sous un quelconque prétexte. Le contexte nous poussait à la patience d'autant plus que les Allemands occupaient les départements de la zone libre depuis le 11 novembre et que nous ignorions quand s'achèverait la guerre. Toutefois, je suis persuadé que nos deux familles auraient accepté d'organiser le mariage si elles avaient imaginé une seconde que le gouvernement de Laval pourrait me contraindre à quitter la France et à rejoindre l'un des pays du Grand Reich. Rien ne laissait penser à mon départ. La relève instituée en juin 1942 ne s'adressait qu'aux ouvriers volontaires pour travailler en Allemagne ; elle devait permettre à des prisonniers de retourner en France dans la proportion de trois pour un prisonnier. Certes, les dispositions du 16 février 1943 sur le STO s'appliquaient à ma classe d'âge, mais je pouvais bénéficier d'une dispense comme employé d'un commerce dont les activités étaient assimilées à l'agriculture. Mon père exploitait un commerce de vins, charbons, engrais, produits du sol, semences et outillage agricole. Mais les représentants de Vichy en avaient décidé autrement. Mon départ de France avait été tellement précipité qu'il avait même été impossible de célébrer les fiançailles. Effondrée, en larmes, Justine m'avait accompagné en autobus à Rodez avant de me remettre l'un de ses derniers portraits, de promettre de m'écrire et de m'attendre le temps nécessaire.

Une amère déception nous guettait au moment d'embarquer sur les quais de Paris-Austerlitz en ce début de soirée du 24 août 1945. Toutes les voitures étaient bondées et les contrôleurs n'acceptaient plus de voyageurs. Il n'y avait donc plus de places pour notre trentaine de Quercynois et d'Aveyronnais. On nous demanda de patienter jusqu'au lendemain, nous assurant que nous pourrions emprunter un express à 9 h 12 en direction d'Orléans et de Limoges. La grogne s'installa aussitôt dans le groupe et, malgré la fatigue que certains d'entre nous ressentaient, nous décidâmes de retourner au centre d'accueil sans nous presser, en flânant dans le quartier. Le temps beau et chaud nous y incitait. La journée de travail était terminée. Joyeuses et coquettes, de jeunes femmes se promenaient sur les avenues ou musardaient devant les vitrines des boutiques de mode. Elles étaient charmantes, insouciantes et pétulantes au point de réveiller dans ma mémoire des souvenirs de Justine. Des drapeaux tricolores pavoisaient certains immeubles et de grands arbres. Des estrades de fortune avaient été dressées sur les placettes, les terrasses de brasseries et de cafés, en prévision des bals de la soirée. Des musiciens accordaient leurs instruments, se préparant à une longue nuit de fête. Une femme, accompagnée par un accordéoniste, enchaînait des succès de Damia, Fréhel et Maurice Chevalier. Nous nous réfugiâmes sur des bancs voisins et nous nous attardâmes. Les Parisiens avaient commencé à commémorer la Libération. Cette ambiance chaleureuse nous encourageait à coloniser une terrasse pour commander de la bière fraîche et des sandwiches, à profiter de la douceur de cette soirée d'août, de la musique et de la vie retrouvée. Mais nous étions fauchés. Nous n'avions même pas d'argent pour acheter une bouteille de limonade. Quelle poisse !

J'avais l'impression d'être un étranger dans mon pays. Contrariés, nous finîmes par déguerpir pour chercher une bouche de métro puis regagner le centre. J'étais exténué. Malgré l'heure tardive, on nous distribua une collation. Puis, je m'effondrai tout habillé sur la couverture avant de sombrer dans un profond sommeil, comme si on me précipitait au fond d'un gouffre. L'horloge d'une église me réveilla brusquement et j'éprouvai alors l'étrange sensation que quelqu'un m'attaquait. J'étais en nage. Je tremblais. Je revoyais les cadavres de deux camarades de fabrique qui se balançaient à des branches d'arbres dans la cour du camp, exécutés pour avoir saboté des munitions qu'ils fabriquaient. Jusqu'à l'aube, leurs corps dansèrent devant mes yeux terrifiés tandis que l'horloge de l'église du quartier égrenait lentement les heures.

Le lendemain, présents à la gare d'Austerlitz deux heures avant le départ, nous pûmes trouver des places dans l'express d'Orléans et de Limoges. Impossible d'envoyer un nouveau télégramme à ma famille pour les prévenir que mon arrivée était repoussée au moins d'une journée : le bureau de poste n'ouvrait qu'à 9 heures. Une cascade de contretemps ponctua ce samedi 25 août. Tout d'abord, l'express nous débarqua à Orléans sans que nous ayons été informés du changement de terminus. Il était déjà 2 heures de l'après-midi ! La locomotive avait circulé lentement, s'arrêtant de temps en temps lorsque des travaux étaient en cours sur la voie. Les sabotages de la Résistance et les bombardements avaient endommagé les lignes de chemin de fer entre Paris et la Loire que l'on franchissait encore sur des ponts de bois. Depuis la Libération, les équipes de la SNCF s'affairaient sans relâche sur les réseaux, multipliant les chantiers, mais les réparations n'étaient pas encore achevées. Cette situation nous exaspérait comme nombre

de voyageurs qui partageaient nos compartiments ce samedi-là, mais nous la comprenions. La France était ravagée et meurtrie par cinq années de guerre. On nous avait acheminés jusqu'à Paris par la Belgique et le Nord. Partout ce n'était que destructions et désolation... Nous ne reparâmes des Aubrais pour Limoges qu'après une attente de deux heures. La malchance s'acharna après nous : la locomotive tomba en panne entre Vierzon et Châteauroux, bloquant pour un moment toute circulation et nous confinant dans nos voitures, en pleine chaleur, avec l'interdiction de nous dégourdir les jambes le long de la voie. Assoiffé et éreinté, j'avais les nerfs à fleur de peau. Les contrôleurs n'avaient qu'une consigne à nous transmettre : attendre.

Finalement, une nouvelle machine nous emmena à Limoges où nous parvînmes sans encombre mais à une heure très tardive. Dès notre descente de voiture, les responsables du comité d'accueil des rapatriés nous proposèrent hébergement et nourriture dans le beau et grand bâtiment de la gare des Bénédictins qui disposait de salles aménagées. Depuis mon arrivée en France, c'était partout le même enthousiasme et le même empressement qui nous réjouissaient. Il n'y avait pas de différence entre les rapatriés. On nous entourait de la même sollicitude que les prisonniers de guerre et les rescapés des camps de la mort. C'était réconfortant. J'espérais que l'on nous recevrait avec autant d'attentions dans chacun de nos villages, que l'on comprendrait nos souffrances de travailleurs de force, victimes de la politique du gouvernement de Vichy... Dans le courant de la matinée, les groupes se dispersèrent dans de multiples directions : Angoulême et la Charente, la Dordogne, la Creuse, la Gironde, la Corrèze, Toulouse. Nous échangeâmes parfois des adresses avec quelques camarades en compagnie desquels nous avons partagé

des moments difficiles, auprès desquels nous avons rencontré une écoute précieuse. J'en ai retrouvé quelques-uns de manière fortuite une vingtaine ou une trentaine d'années plus tard, constatant qu'ils avaient conservé des souvenirs précis de ces deux années que l'un d'entre eux avait qualifiées avec une pointe d'humour de « stage » dans ses carnets... Les Aveyronnais et les Quercynois rejoignirent Brive puis la ligne de Rodez qui serpente à travers les causses de Gramat avant de parvenir jusqu'à Capdenac où se déroulèrent de nouvelles séparations. Des camarades partaient à Villefranche-de-Rouergue ou dans la Châtaigneraie autour de Maurs. Le groupe se réduisit encore après la traversée du Bassin. Maintenant que nous approchons de Rodez, nous n'étions plus que cinq dans la voiture. Comme je le craignais, il n'y avait plus d'autobus à cette heure pour m'emmener à Beausoleil. À notre arrivée, les premières gouttes de pluie crépitaient sur la marquise. Des éclairs zébraient de rouge les nuages couleur d'encre. Notre voyage depuis Paris avait nécessité deux journées de cahots et de patience. Même si Rodez était alors une modeste préfecture, on ne nous abandonna pas dans le hall de la gare. Le service d'accueil des rapatriés était présent et il nous accompagna aussitôt jusqu'au Terminus, à quelques dizaines de mètres. Nous sortîmes de la gare sous une averse de grêlons. Nos vêtements, mouillés jusqu'aux os, dégouлинаient quand nous pénétrâmes dans l'hôtel. Nous n'avions pas de rechange. Mais la responsable du service d'accueil nous en procura. Le pantalon et la chemise qu'elle me proposa convenaient à ma stature, mais étaient trop amples. Qu'importe ! Je ne pouvais pas conserver mes vêtements mouillés, d'autant plus que l'humidité avait déclenché des quintes de toux qui se succédaient sans relâche. L'orage ayant provoqué une coupure d'électricité,

nous dînâmes à la lumière d'une lampe à carbure et de quelques chandelles, comme pendant la guerre. Je connaissais peu les camarades qui avaient effectué le voyage en ma compagnie de Limoges jusqu'à Rodez ; ils avaient également travaillé en Autriche, mais dans des fabriques de vêtements de Gratz, au sud de Vienne. Nos conversations se limitèrent au strict minimum, peu désireux de partager nos souvenirs du STO, impatients de retrouver la quiétude de notre chambre et de nous soustraire à la curiosité de la patronne qui multipliait les allées et venues sans raison autour de notre table, en nous pressant de questions auxquelles nous ne souhaitions pas répondre. Nous reverrions-nous ? Peut-être.

En pénétrant dans l'entrée du Terminus, je m'étais imaginé que je trouverais le sommeil rapidement. Le quartier était calme et il n'y avait pas de bruit dans l'hôtel, hormis des grincements de parquets. Hélas ! Des cauchemars m'assaillirent à nouveau, comme à Paris. J'étais enfermé dans une cellule et attaqué par des molosses sans pouvoir me défendre. Ou alors, j'étais interrogé par les hommes de la Gestapo sur des sabotages que j'aurais commis à la fabrique : ils enfilèrent des bouts d'allumette sous les ongles de mes doigts pour m'obliger à avouer. Je me réveillai en sursaut, hurlant d'effroi, avant de vérifier si j'avais bien tourné la clé dans la serrure de ma porte. J'éprouvai ensuite des difficultés à me rendormir. Dans le courant de la nuit, de guerre lasse, j'ouvris grand les rideaux de ma fenêtre. La chambre donnait sur l'avenue et les abords de la gare, déserts à cette heure. Rapidement, les souvenirs de mon départ de Rodez le 12 mars 1943 remontèrent à ma mémoire. Comment oublierai-je ? Je revoyais, massés devant la gare, les mères, les pères, les frères, les sœurs,

les fiancées, les cousins et les cousines des travailleurs réquisitionnés pour le Grand Reich, qui avaient été rassemblés dans l'entrée avant de rejoindre les voitures d'un express spécial dont la locomotive ronflait en bordure de l'un des quais. Agglutinés derrière les vitrages pour gratifier nos proches d'un dernier regard ou signe d'adieu, nous attendions les ordres. Au-dehors, des parents pleuraient en silence, d'autres ne cachaient pas leur colère. Une question les taraudait et rongait chacun d'entre nous : quand nous reverrions-nous ? Nous révolter contre cette décision de Vichy paraissait impossible. Pour prévenir les troubles, la préfecture avait dépêché des gendarmes et des policiers en uniforme qui formaient une solide barrière entre le bâtiment de la gare et les familles. Déjà, le matin, ils nous avaient escortés entre notre lieu de rendez-vous, dans le quartier Saint-Cyrice, et la gare, pour que personne ne fausse compagnie en chemin. Dans cette mission, ils étaient secondés par des militaires de la Wehrmacht, des miliciens et des hommes de la Gestapo, qui étaient reconnaissables à leur manteau de cuir noir, à leur chapeau et à leur démarche martiale. J'avais remarqué leur présence parmi les familles. Leur comportement ne trompait pas : ils écoutaient les conversations et ils observaient le moindre mouvement. Si l'un d'entre nous avait essayé de leur échapper, ils l'auraient rattrapé sans difficulté et peut-être abattu. Des mitrailleuses avaient été installées sur l'avenue : elles brillaient sous le soleil de mars qui était déjà vaillant et chaud. Cette situation me révoltait. Qu'y pouvions-nous ? L'un de mes voisins, qui avait emporté des craies dans ses poches, proposa de couvrir les wagons d'inscriptions hostiles à Hitler et à Pétain. Impensable ! Les voyageurs des lignes régulières avaient été expulsés des quais pour permettre aux soldats de la Wehrmacht de surveiller les

accès du convoi spécial et d'empêcher les sabotages de la locomotive ou des voitures. D'autres y pensèrent entre Rodez et Millau. Lorsque le mécanicien compléta la provision d'eau de la machine à Laissac, un commando de trois hommes envahit les voies et s'empressa de peindre en blanc sur les wagons, de couleur verte, des slogans qui ne laissaient subsister aucune ambiguïté sur ses opinions : « Vive les Anglais », « Vive de Gaulle », « Pétain et Laval au poteau », « À bas Hitler ». Mais nous les découvrîmes seulement à Millau quand on nous autorisa à descendre sur le quai pour échanger la machine à vapeur contre une locomotive électrique. Satisfaits d'être vengés, nous entonnâmes à pleine poitrine *L'Internationale* et *La Marseillaise* comme à l'heure de notre départ de Rodez, avant d'applaudir. Les militaires allemands qui patrouillaient sur les quais étaient furieux. Sous la menace de leurs mitraillettes, ils nous obligèrent aussitôt à remonter dans les voitures et imposèrent aux cheminots d'effacer les inscriptions pendant la manœuvre. Tandis qu'ils s'activaient, nous provoquions les Allemands en hurlant à travers les vitres baissées : « À bas les Boches ! », « À bas Laval ! »

Tout avait commencé avec le recensement en février des jeunes des trois classes du STO : 1920, 1921 et 1922. Dans la mesure où ma situation professionnelle me permettait d'être exempté de toute réquisition, je ne nourrissais aucune inquiétude. Quand les gendarmes se présentèrent à l'entrepôt le 1<sup>er</sup> mars à 8 heures pour me transmettre mon affectation dans une manufacture d'armes d'Autriche, je protestai avec vigueur. Il y avait sûrement une méprise. Mon père et mon frère accusèrent le coup, ne comprenant pas pourquoi les dispositions de la loi n'avaient pas été respectées. « Pour toute réclamation, vous vous adresserez à l'office de placement allemand à Rodez ! »

nous répondirent-ils. Je me précipitai sur-le-champ à la maison pour changer de vêtements et rejoindre l'autobus de Rodez qui partait à 9 heures. C'était une journée pluvieuse et fraîche. Il crachinait lorsque l'autobus me déposa près des remparts de l'évêché où il avait son terminus. Je demandai aux passants l'adresse des bureaux de l'office de placement allemand ; ils me regardèrent avec suspicion, supposant que j'avais l'intention de travailler volontairement pour l'Allemagne, mais ils ne refusèrent pas de me renseigner. Les bureaux étaient installés au milieu de l'avenue Victor-Hugo à quelques centaines de mètres seulement du terminus des autobus. Un fonctionnaire allemand m'accueillit avec courtoisie, m'expliquant que le service du travail obligatoire relevait des autorités de Vichy, même si l'office de placement était qualifié pour préparer les contrats de travail et que je devais sûrement cette réquisition à quelques « amis » de ma commune puisque les listes avaient été transmises à la préfecture par les municipalités. J'étais interloqué et effondré. Qui m'avait inscrit alors que je pouvais être dispensé ? Et pourquoi ?

Les mains dans les poches de mon manteau, serrant les poings, je remontai nerveusement l'avenue et me retrouvai bientôt sur la place d'Armes. Tout en marchant, je me demandais à qui m'adresser pour échapper au STO ou, au moins, obtenir des conseils. L'autobus pour Beausoleil repartait au milieu de l'après-midi. Soudain, je songeai au comptable de la quincaillerie qui m'avait employé de 1937 à 1940. Même si c'était une journée de fermeture pour le magasin, comme tous les lundis, Gabriel travaillait. Nous pourrions peut-être déjeuner ensemble. Je rejoignis aussitôt le quartier de l'hôtel de ville en pressant l'allure, le surprenant encore dans ses comptes. Heureux de me retrouver, il m'entraîna jusqu'au Cheval Rouge où nous avions

souvent partagé nos repas à midi. C'était une pension de famille dont les prix étaient raisonnables. Heureusement, j'avais emporté des tickets. C'était un « jour sans viande ». On nous proposa des rutabagas bouillis, sans la moindre sauce ni graisse, et un « pâté sans viande ». Préparé avec de la farine, de l'eau, des œufs, il avait le goût du bœuf grâce à du Viandox. Je me rappelle surtout ma discussion avec le comptable qui me confirma les explications de l'Allemand à propos de ma réquisition. À l'évidence, j'avais remplacé le protégé d'un farouche partisan du Maréchal que l'administration ne pouvait pas décevoir en accordant l'exemption pour le STO. Un neveu de Gabriel subissait la même situation. Ses patrons avaient des relations, mais leurs démarches étaient demeurées infructueuses. J'étais abattu en l'écoutant. Gabriel me demanda si je connaissais un membre de la Légion française des combattants. « Oui ! répondis-je aussitôt. Bien sûr ! Mon père en est adhérent depuis 1940... » Il me précisa que c'était mon seul espoir d'éviter le STO. Un sourire illumina soudain mon visage et je le remerciai pour ses conseils. Pourquoi n'y avais-je pas pensé dès le matin ?

Sur le chemin du retour, je songeai à Justine que je n'avais pas eu le temps d'informer de ma situation, imaginant son désarroi et sa tristesse à la perspective de notre séparation si la décision ne pouvait pas être modifiée. Mon père ne pourrait pas refuser d'intervenir. C'était un homme sévère et souvent inflexible mais qui détestait l'injustice. Il nous avait inculqué des principes : la loyauté, le travail, le respect d'autrui. Taciturne, il n'avait jamais débordé d'affection envers nous, au point d'être parfois distant, à l'inverse de notre mère qui était une femme de caractère mais aimante, douce, attentionnée. Partager le

quotidien de mon père n'était pas simple. Comme les poilus de sa génération, il avait été marqué par les combats et les horreurs des tranchées. Blessé en 1918, il boitillait. Les enfants l'avaient affublé du surnom de code-phare. À l'occasion du 11 Novembre, je l'avais souvent interrogé sur ses années de guerre. Il avait toujours refusé de me répondre, se contentant de me répéter le visage fermé et les mâchoires crispées : « C'était l'enfer ! » Il avait une admiration sans bornes pour Pétain qu'il considérait comme l'un des grands chefs de la Grande Guerre, peut-être même le meilleur. Il le vénérait tant qu'il m'avait prénommé Philippe, en janvier 1920. Les souvenirs de la Grande Guerre étaient encore très vivaces dans les mémoires au moment de ma naissance. Ce prénom était devenu encombrant en 1943, lorsque l'administration de Vichy m'avait expédié en Autriche. Des camarades du STO, détestant le Maréchal, avaient rechigné à employer le prénom de Philippe qui leur rappelait trop le régime de Vichy ; ils m'avaient appelé Beausoleil. Nullement contrarié par leur réaction, j'avais même apprécié cette initiative qui ne manquait pas d'humour. Beausoleil me convenait en cette période où j'éprouvais la douloureuse sensation d'affronter des solitudes glacées.

Lorsque le régime de Vichy décida, le 29 août 1940, de regrouper dans un même mouvement d'anciens combattants les vétérans de 14-18 et leurs cadets déshonorés de 39-40, mon père y avait alors adhéré sur-le-champ. C'était une question de devoir. Il estimait que les vétérans de 14-18 avaient la mission de soutenir le Maréchal dans les heures difficiles que traversait la France. Au printemps 1941, m'accueillant à nouveau dans la famille après ma démobilisation des chantiers de jeunesse, il me demanda avec insistance de rejoindre la Légion française

des combattants (LFC) où je retrouverais des jeunes appelés de 39-40. Les responsables des chantiers de jeunesse s'étaient attachés à nous convaincre de devenir les « chevaliers du Maréchal », même si les combattants de 1940 ne représentaient qu'une minorité dans notre groupement de l'Aigoual. Les informations qu'ils nous avaient alors transmises ne m'y encourageaient pas. Non seulement les légionnaires devaient être « les yeux et les oreilles » du Maréchal, mais ils étaient chargés de la diffusion des principes de la Révolution nationale auprès de la population. Devenir une courroie de transmission de Vichy ? Je m'y refusais ! Pendant huit mois, j'avais supporté l'endoctrinement des chantiers de jeunesse. Maintenant que j'en étais débarrassé, je ne souhaitais pas me soumettre à l'autorité ni aux caprices des vieilles badernes de la LFC. Mon père avait multiplié les arguments pour m'y entraîner, sans y parvenir, au point d'en être contrarié de manière durable, ce qui ne facilitait guère nos relations dans le quotidien. Au printemps 1941, j'avais commencé à travailler sous sa direction avec mon frère pour remplacer les deux employés de l'entreprise, prisonniers des Allemands. Il avait manifesté rapidement des exigences qui ne se justifiaient pas toujours. Souvent mécontent, il s'exprimait plus sèchement qu'auparavant. J'avais supporté ses critiques en silence pour ne pas envenimer la situation.

L'autobus me déposa à Beausoleil quand mon père et mon frère revenaient de l'entrepôt. Il n'était que 18 heures mais leur journée était terminée. Les activités de l'entreprise n'étaient pas florissantes, avec le rationnement. À la quincaillerie, la clientèle était également clairsemée. Mon arrivée poussa ma mère à fermer. Nous nous retrouvâmes dans la salle à manger, tandis que Laetitia préparait le

dîner dans la cuisine ; elle s'occupait du ménage, de la lessive et de la cuisine de la famille. Une question brûlait leurs lèvres : « Alors ? » J'entrepris de raconter mon entrevue avec le fonctionnaire de l'office de placement et ma conversation avec le comptable de mon ancien patron. Les visages de mon frère et de ma mère se décomposèrent. Quant à mon père, sombre comme à l'ordinaire, il ne laissa paraître aucun sentiment. Il s'accorda même un moment de réflexion avant de me répondre. Un silence pesant s'instaura entre nous. Nos regards étaient devenus suppliants. Mais il ne les remarqua peut-être pas, comme absent et soucieux. Nous étions suspendus à ses lèvres. Qu'allait-il décider ? Il connaissait suffisamment de chefs à la Légion pour me proposer sur-le-champ d'intervenir. Pourquoi hésitait-il ? Il poussa un soupir, glissa une main nerveuse dans ses cheveux poivre et sel puis lissa sa moustache avant de déclarer qu'il ne pouvait solliciter personne à la Légion et il s'en expliqua. On l'accusait de manquer de conviction pour défendre les principes de la Révolution nationale et d'assiduité aux manifestations patriotiques, de n'arborer que rarement l'insigne de la LFC sur son veston. Sa position était ambiguë. Il n'approuvait pas la soumission au gouvernement de Pierre Laval qu'il détestait, encore moins la création du Service d'ordre légionnaire (SOL) et de la Milice dont il redoutait les exactions. Cependant, toujours fidèle à Pétain, il n'envisageait pas de démissionner comme nombre d'anciens combattants de 14-18. En cette journée maussade de mars 1943, il ne souhaitait pas demander un service aux responsables de la LFC parce qu'il était conscient que l'intervention aurait une contrepartie : dénoncer les pratiquants du marché noir, les familles qui écoutaient Radio Londres, les réfractaires au STO et les « mauvais citoyens ».

S'abaisser à la délation ? Jamais ! nous affirma-t-il. Il se refusait d'autant plus à solliciter la Légion qu'un jeune devrait partir à ma place. Cette situation le placerait dans une position délicate : il avait toujours défendu la légalité en contestant avant la guerre les combines des politicards de la III<sup>e</sup> République. Pour le légaliste qu'il était, il n'y avait aucune hésitation : je devais obéissance à Vichy et soumission à la réquisition du STO. Son fils ne bénéficierait pas de passe-droit, quoiqu'il considérât cette décision injuste. En l'écoutant, il m'apparut désormais de plus en plus insaisissable tellement son comportement était ambivalent, complexe. Il réprouvait la politique de collaboration au point de s'être appliqué à tromper l'occupant. Je me souviendrai toujours de son attitude au moment où il avait rassemblé les stocks de métaux du canton pour les Allemands, à la demande des services économiques de Vichy : il s'était permis d'y ajouter des cailloux. C'était impensable chez cet homme si légaliste et si rigoureux. Et pourtant... Il en avait éprouvé une satisfaction qu'il n'avait pas cherché à nous cacher. « On les a bien couillonnés, les Boches ! » nous avait-il soufflé avec un sourire moqueur. Exécrant Laval, pourquoi n'agissait-il pas en ma faveur ? J'insistai. J'étais son fils : il devait m'aider parce qu'il en avait le pouvoir. Mais il campait sur ses positions, n'hésitant pas à affirmer que je n'aurais pas été réquisitionné si j'avais adhéré à la Légion. Je répliquai aussitôt qu'il n'était pas glorieux de se réclamer de la Légion. Ma mère s'exprima alors en m'apportant son soutien, le pressant d'intervenir. Impuissante à résoudre cette situation, elle ne parvenait pas à contenir son indignation. Un père ne pouvait pas remettre son enfant à des « négriers » pour le marché du travail du Grand Reich. Ce jour-là, alors qu'elle était habituée à surveiller son langage, elle employa le

terme de négrier qui me déconcerta sur le moment et que je trouvais excessif, mais dont je pus constater qu'il correspondait bien à la manière dont les patrons choisissaient leur main-d'œuvre en Autriche... Indifférent à ses arguments, mon père s'obstina à refuser. Cherchant à contourner notre front commun, il nous abandonna dans la salle à manger pour se retrancher dans le bureau. Je ne reconnaissais plus l'homme qui avait combattu sans trembler les Allemands en 14-18. J'écumais de colère.

Ce soir-là, je ne dînai pas. Après le départ de mon père, je m'enfermai dans ma chambre et m'effondrai sur mon lit. Alors que j'avais échappé à la mitraille allemande au printemps 1940, on m'envoyait maintenant en Autriche où j'ignorais ce qui m'attendait. J'essayais d'analyser froidement ma situation en me demandant de quels moyens je disposais pour me soustraire à la réquisition. M'enfuir ? Pour aller où ? J'étais assigné à résidence dans la commune sous la surveillance des gendarmes. À l'époque, j'ignorais s'il existait des maquis dans la région. Je supposais que certains habitants étaient en contact avec la Résistance, mais je ne les connaissais pas. Dans la mesure où mon père avait adhéré à la Légion, on nous avait catalogués parmi les pétainistes et, peut-être même, les « collabos ». Me cacher ? Inutile. Les gendarmes m'avaient prévenu qu'ils s'en prendraient à Mathias si je ne me présentais pas à Rodez le 12 mars et que mes parents pourraient être aussi condamnés à une peine de prison. Je n'avais pas d'autre choix que de partir. J'en informai aussitôt Justine. Ses parents me conseillèrent de répondre à la réquisition même s'ils comprenaient mes sentiments de colère et d'injustice. Blottie dans mes bras, Justine pleura à chaudes larmes. Nous veillâmes jusqu'à une heure avancée de la soirée, en comptant les journées que nous pouvions encore partager.

La procédure était désormais enclenchée. Rien ne l'arrêterait. La même semaine, je retournai à Rodez pour la visite médicale, ou son simulacre. Car elle tourna à la mascarade ! Ce jour-là, la préfecture nous avait convoqués à 10 heures dans une salle municipale du quartier Saint-Cyrice qui accueillait les répétitions des sociétés musicales et les séances du conseil de révision. En deux heures seulement, une commission composée de trois médecins « examina » plus de trois cents jeunes. Examina ? Le terme était abusif ! Pas de passage sur la balance ni sous la toise, pas de prise de tension ni d'auscultation des bronches ou du cœur... On nous demanda de nous présenter simplement devant eux en enlevant notre chemise et de répondre à la même question : souffrez-vous de quelque chose ? Le jeune qui me précéda souligna qu'il avait des maux d'estomac. « C'est tout ? » rétorqua le médecin. C'est bon. Au suivant ! » Les derniers appelés n'enlevèrent pas le pardessus. La commission ne déclara personne d'inapte. J'en déduisis qu'il ne devait pas y avoir de réformés. Pour la gloire d'Hitler et du Reich, Laval et sa clique avaient imaginé un esclavage moderne...

Ces souvenirs douloureux m'envahirent dans cette chambre du Terminus, me tourmentant jusqu'au moment où le quartier s'anima avec l'arrivée des premiers cheminots précédant la « chauffe » des locomotives et les coups de sifflet stridents. Installé sur une chaise devant la fenêtre largement ouverte, j'observai les allées et venues des voyageurs matinaux. Certains se dirigeaient vers le buffet pour prendre une collation avant de retrouver leur express à destination de Carmaux, Toulouse, Sévérac, Capdenac ou Brive. Parmi eux, je reconnus l'un de nos camarades, qui habitait à Gaillac-d'Aveyron. Plus de gendarmes, ni d'Allemands, ni d'hommes de la Gestapo, ni

de mitraillettes. La guerre était enfin terminée. La responsable du comité d'accueil m'attendait dans la salle à manger. Me remettant mon billet, elle m'informa que l'autobus me ramènerait l'après-midi même dans ma famille, mais qu'il n'y avait qu'un départ à 16 heures. « Comme en 1943 ! » répondis-je. Puis elle proposa de me conduire un quart d'heure avant au terminus des autobus, ce qui m'éviterait d'emprunter la vieille guimbarde assurant les liaisons entre la gare et le centre-ville. Je consacrai ma matinée à feuilleter des journaux entassés sur un guéridon dans l'entrée. La patronne les compléta par la dernière édition du *Rouergue Républicain*, le nouveau quotidien remplaçant *L'Union Catholique* depuis la Libération. Je connaissais *L'Union Catholique*. Mes parents y étaient abonnés, en catholiques accomplis. C'était notre seule lecture. J'avais remarqué que ses éditoriaux étaient souvent excessifs, soutenaient toujours le Maréchal et sa politique de collaboration. Son éditorialiste, Pierre Fau, avait même justifié les premiers départs pour le STO en mars 1943, ce qui m'avait heurté. *Le Rouergue Républicain*, quotidien de la Résistance, se réduisait à une seule feuille recto-verso, en raison de la pénurie de papier, mais il essayait de proposer à ses lecteurs un panorama diversifié de l'actualité. À travers les numéros d'août, conservés par la patronne, je découvris un condensé des nouvelles de l'Aveyron, de France et du monde : les deux bombes A larguées par les Américains à Hiroshima et à Nagasaki au Japon ; le procès et la condamnation à mort de Pétain ; la comparution prochaine de Laval devant la justice ; la poursuite de l'épuration ; la persistance des difficultés de ravitaillement dans l'Aveyron qui avait été souvent considéré comme le garde-manger du Midi. Après une absence de deux ans et demi, j'avais beaucoup à apprendre.

Ces journaux à peine reposés sur le guéridon, des questions me tenaillèrent à propos de l'épuration. Comment la Libération s'était-elle déroulée à Beausoleil ? Y avait-il eu des blessés et des morts ? Comment avait-on considéré les légionnaires ? Comme de simples marionnettes de Vichy participant à des manifestations patriotiques avec leurs drapeaux et médailles, ou de véritables « collabos » ? Mon père avait-il été « malmené » par la Résistance, poursuivi pour collaboration devant les tribunaux ou peut-être condamné ? Même si je n'approuvais pas ses opinions maréchalistes, son adhésion à la Légion et son intransigeance au moment des réquisitions pour le STO, je ne pouvais pas l'accabler. C'était mon père. J'espérais qu'il s'était comporté d'une manière honorable pendant mon absence et qu'il n'avait pas compromis la réputation de la famille... Par ailleurs, je me demandais s'il reconnaissait aujourd'hui qu'il s'était fourvoyé pendant toutes ces années en défendant aveuglément le Maréchal. Tranchant toujours sans consulter personne, il péchait souvent par suffisance comme les patriarches d'autrefois, au point de n'avouer que rarement ses errements ou ses erreurs. Et Mathias ? Comment avait-il traversé ces deux dernières années ? Avait-il été affecté par les réquisitions pour le STO ? Je ne le pensais pas. La classe 1923 n'était pas comprise parmi la main-d'œuvre qui avait été dépêchée dans les fabriques du Grand Reich. Je regrettais qu'il ne se soit pas manifesté. Il ne m'avait jamais envoyé de lettres ! Certes, il était peu épistolier, comme mon père, mais il aurait pu ajouter une phrase de soutien aux feuillets que rédigeait ma mère. C'était toujours elle qui écrivait, se contentant de mentionner les signatures de mon père et de Mathias. Il avait sûrement changé. À 22 ans, il fréquentait peut-être. C'était de son âge. J'étais très heureux de le retrouver. Je me rappelais

encore nos après-midi d'enfants dans les réserves de la quincaillerie, où nous passions des heures à découvrir les trésors qu'elles contenaient. Pour nous, c'était la caverne d'Ali-Baba ! Tout nous émerveillait. Le temps s'était écoulé tellement vite que j'avais l'impression que c'était hier.

## 2

Au moment où la responsable du comité d'accueil des rapatriés me déposa au terminus des autobus, le chauffeur rangeait des colis à livrer dans le coffre de son véhicule. Il me reconnut dans l'instant et son visage s'illumina. « Philippe Bourdoncle ! » s'exclama-t-il en me gratifiant d'une chaleureuse poignée de main. Je sursautai, en esquissant un sourire. Il y avait si longtemps que personne ne m'avait appelé par mon prénom. Avant-guerre, Gustave était le chauffeur de la ligne. Il avait abandonné son poste chez les autobus Philibert au moment de la mobilisation en 1939 et son absence s'était prolongée au-delà de l'armistice. Prisonnier des Allemands en 1940, il avait été transféré dans un stalag. Sa famille l'attendait toujours, en 1943, lorsque j'avais répondu à la réquisition de la préfecture. À l'évidence, sa libération avait été plus rapide que la mienne : il assurait à nouveau son service depuis cinq semaines. « Quelle surprise ! ajouta-t-il tout en poinçonnant mon billet. T'es un ressuscité ! Comme tu ne donnais plus de nouvelles, tes parents te croyaient disparu... »

Constatant avec angoisse que je ne revenais pas dans les semaines qui avaient succédé à la capitulation de l'Allemagne, que les services de la préfecture de l'Aveyron et du ministère des Rapatriés ne trouvaient pas de trace de moi, ils avaient demandé au desservant de la paroisse de célébrer en juillet un office funèbre à ma mémoire. Le télégramme expédié vendredi pour les informer de mon arrivée dès le lendemain à Beausoleil leur était-il parvenu ? J'en doutais : le chauffeur n'avait pas été prévenu que je revenais en Aveyron. J'étais donc un ressuscité ! La surprise des miens n'en serait que plus grande.

L'autobus s'ébranla de son terminus dans une pétarade et un nuage de fumée noire. Même s'il était débarrassé de son gazogène, il s'essoufflait dans les montées et ressemblait à un énorme pachyderme avec son chargement de marchandises qui débordait sur l'impériale. Dès que nous quittâmes les faubourgs de Rodez, le chauffeur demanda aux voyageurs les plus alertes et les plus jeunes de descendre pour alléger son véhicule et grimper plus facilement la côte de La Mouline. Habitué à la manœuvre, ils s'exécutèrent sans rechigner avant de regagner leur place dès que l'autobus atteignit le plateau du Ségala. Gustave m'ordonna de ne pas descendre, soucieux de me ménager. Je le remerciai d'un sourire appuyé. Son attention suscita de l'étonnement chez mes proches voisins qui me dévisagèrent étrangement. Plus qu'un privilège, c'était la solidarité entre rapatriés dont je bénéficiais : elle me rappela cette affiche que j'avais remarquée dans le hall de la gare d'Orsay. Elle représentait un prisonnier de guerre reconnaissable à un uniforme frappé des lettres KG et un travailleur de force habillé d'un bleu d'ouvrier soutenant un rescapé des camps de la mort – un « pyjama rayé », comme certains de nos camarades les appelaient –, qui marchait

avec grande difficulté. Elle comportait deux phrases auxquelles nous souscrivions pleinement : « Ils sont unis ! Ne les divisez pas ! »

La campagne s'ébrouait après les averses de la soirée. Le soleil était encore timide. Des nuages gris-blanc couraient dans le ciel. La température était agréable sans être trop fraîche, tranchant avec la moiteur de la veille. Des parfums de terre mouillée après l'orage, de fougères, d'humus, de champignons et de menthe sauvage envahissaient l'habitable à travers les vitres baissées. Les prairies étaient bien vertes. Des vaches et des brebis y paissaient en toute quiétude, sous la surveillance d'une adolescente qui ne manqua pas de nous saluer d'un geste amical à notre passage. Ce parcours m'était familier. Je l'avais souvent effectué pendant mes années de pensionnat lorsque je poursuivais mes études dans une institution religieuse de Rodez. Je revenais alors dans ma famille à chaque période de vacances et j'essayais de mémoriser derrière les vitres de l'autobus tout ce que je pouvais remarquer d'insolite : les croix aux carrefours des routes, les calvaires majestueux de certains hameaux, les monuments aux morts sur les places des villages, les grandes maisons paysannes, leur porche d'entrée et leur pigeonnier-tourelle, le « travail » à ferrer les bœufs devant les forges, une publicité d'apéritif – Byrrh – peinte sur le pignon d'une maison, une enseigne d'auberge. Retrouver ces repères immuables me procurait, aujourd'hui, un immense bonheur. La guerre avait épargné l'Aveyron. Pas d'immeubles éventrés, ni de ponts écroulés, ni d'églises détruites. Le paysage était différent de ce que j'avais découvert dans les plaines du nord de la France, exhalant une impression de sérénité. Une bouffée de bonheur m'envahit dans la traversée d'un hameau. Au milieu d'un verger, étendues sur un fil, une blouse bleue, une